



Communiqué de presse

Mercredi 18 avril 2012

Sables bitumineux, hydrocarbures non conventionnels : une nouvelle étude réfute les arguments de l'industrie

Paris, **sous embargo jusqu'au 19 avril 2012, 00:01**. Depuis plus de deux ans, le gouvernement canadien et les lobbies de l'industrie pétrolière font pression contre la mise en œuvre de la directive européenne sur la qualité des carburants, aboutissant à un blocage à Bruxelles le 23 février dernier (1). Une nouvelle étude publiée aujourd'hui bat en brèche les déclarations de l'industrie selon lesquelles le nouveau règlement européen visant à abaisser les émissions de CO₂ des carburants entraînerait une « *charge administrative disproportionnée* ». Les Amis de la Terre, France Nature Environnement et leurs partenaires européens appellent à approuver sans plus tarder et sans modifications les propositions d'application de cette directive.

Cette étude (2), commanditée par Transport & Environment (T&E), conclut que les coûts administratifs et de reporting induits par la mise en œuvre de la directive sur la qualité des carburants se traduiraient par une augmentation de moins d'un demi centime d'euros sur un « plein » moyen, ou encore un centime sur un baril de brut.

Selon Nusa Urbancic, responsable de la campagne Carburants propres chez T&E : « *L'industrie pétrolière a claironné partout que la nouvelle législation induirait des surcoûts de l'ordre de un dollar le baril et forcerait certaines raffineries à fermer leurs portes (3) mais aucun résultat n'a été publié pour confirmer ces déclarations. L'étude indépendante révélée aujourd'hui le démontre : lutter contre le changement climatique ne coûte pas plus cher.* ».

D'après Juliette Renaud, chargée de campagne sur les Industries extractives aux Amis de la Terre France: « *L'Union européenne et l'industrie pétrolière ont tout intérêt à réaliser que, dès lors que l'on prend au sérieux les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre du transport, les pétroles à haute intensité carbone, tels que les sables bitumineux et les huiles de schiste, n'ont pas d'avenir. Ce rapport montre une fois de plus que les arguments des pétroliers ne tiennent pas la route et ne sont que des excuses pour protéger leurs profits et continuer leurs projets climaticides, au prix d'impacts sociaux et environnementaux toujours plus grands.* »

Pour Jean-Baptiste Poncelet, chargé de mission Transports et Mobilité Durables à France Nature Environnement : « *Réduire les émissions de CO₂ des carburants est un des piliers*

de la politique climatique européenne en matière de transport. Dans un contexte de raréfaction des ressources en pétrole et de réchauffement climatique, il faut durablement renoncer aux hydrocarbures « non conventionnels ». La seule solution est de diminuer notre dépendance, unique condition pour éviter la tentation du pire. »

Le 23 février dernier, une réunion des experts des États membres visant à trouver un accord sur les propositions d'application de la Commission européenne se soldait par un échec, imposant un nouveau retard. La pression des lobbies canadiens et des compagnies pétrolières avait en effet trouvé des soutiens surprenants de la part de pays tels que la France, qui se veut pourtant fer de lance de la lutte contre le changement climatique.

Les Ministres de l'Environnement des 27 États membres seront appelés à prendre une décision dans les mois qui viennent. Les Amis de la Terre et France Nature Environnement attendent du nouveau gouvernement français qu'il ne cède pas aux lobbies et soutienne les efforts de la Commission européenne.

Notes :

(1) Pour plus d'informations sur la directive sur la qualité des carburants : <http://www.amisdelaterre.org/Sables-bitumineux-une-nouvelle.html>.

Pour plus d'informations sur le vote du 23 février 2012 : <http://www.amisdelaterre.org/Sables-bitumineux-La-France-s.html>

(2) Le rapport a été rédigé par trois experts indépendants (CE Delft, Carbon Matters et ECN). Sa version complète (en anglais) est disponible au lien suivant :

http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/2012_03_ce_delft_fgd_report_to_be_published.pdf

Une analyse des principales implications du rapport par T&E (en français) est disponible au lien suivant : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/report_fgd_briefingte_fr.pdf

Un résumé du rapport (en français) est disponible au lien suivant :

http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/resume_rapport_independant_fgd.pdf

(3) Voir le document présenté aux États membres par EUROPIA (*European Petroleum Industry Association*) en mars 2012 : <http://www.scribd.com/doc/88097707>